



Panorama

Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal



18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 823 81 24 • Fax : (221) 822 23 45
<http://dakar.usembassy.gov> • Numéro 81 • Juin 2007

Les titres

Lancement conjoint de nouvelles activités antipaludéennes

Remise de livres à l'Institut Islamique et au Complexe culturel de Pikine

Les cases de santé rurales prodiguent des soins essentiels aux enfants et aux mères

L'USAID lutte contre le manque d'eau potable en Afrique

Prestation de serment et prise de service de nouveaux volontaires américains

L'Ambassade américaine accueille les Alumni sénégalais

Mme Condoleezza Rice honore une Sénégalaise

Le respect de la diversité religieuse aux Etats-Unis

La plupart des musulmans américains ont des vues politiques modérées

Le secteur privé sera représenté au prochain forum de l'AGOA

L'Afrique revêt une importance stratégique croissante pour les Etats-Unis

Lancement conjoint de nouvelles activités antipaludéennes

Mme Janice L. Jacobs, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Sénégal et M. Abdou Fall, Ministre de la Santé et de la Prévention Médicale ont co-présidé, le 29 mai, le lancement officiel d'une nouvelle campagne d'aspersion intra domiciliaire et de distribution des moustiquaires imprégnées dans le village de Keur Moussa (Nioro) et la ville de Pikine.

Ces événements, qui entrent dans le cadre des efforts conjoints des Etats-Unis et du Sénégal dans la lutte contre le paludisme, ont été financés par l'Initiative du Président américain contre le Paludisme (PMI) qui est exécuté par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) avec la participation du Centre de prévention et de contrôle des maladies. Annoncé par le Président Bush en 2005, le programme PMI consacre 1,2 milliard USD sur 5 ans à la réduction de 50% de la mortalité due au paludisme dans 15 pays africains : Angola, Bénin, Ethiopie, Ghana, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Ouganda et Zambie.

Pour la première fois, le Sénégal utilise de manière systématique une campagne communautaire d'aspersion intra domiciliaire pour combattre le paludisme. Cette campagne devrait protéger jusqu'à 500.000 Sénégalais. Le Sénégal est également le premier pays ouest-africain à lancer un tel programme.

.../...



Mme Jacobs remettant une moustiquaire imprégnée à Yandé Sène et son fils, Mamadou Moctar Camara, à Pikine, le 29 mai 2007



.../...

« Aujourd'hui, vous allez entrer dans l'histoire », a dit Mme Janice L. Jacobs, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, aux populations de Keur Moussa. « Vous habitez l'un des trois premiers districts du pays – et de toute l'Afrique de l'Ouest – où la communauté toute entière se rassemble pour avoir les murs de vos habitations aspergées d'un insecticide sans danger et efficace, approuvé par le gouvernement du Sénégal sur conseil de l'Organisation mondiale de la santé.

L'aspersion protégera vos familles des moustiques porteurs du paludisme pendant une période de cinq mois, couvrant la saison où le paludisme fait le plus de ravages. Avec votre aide qui contribuera à faire de cet événement un succès, nous espérons poursuivre et élargir cette initiative en partenariat avec le ministère de la Santé et de la Prévention médicale dans le futur.

Nous devons également nous rappeler que, si l'aspersion de nos murs avec un insecticide est un pas positif dans la lutte contre le paludisme, tant que cette maladie existe, nous devons également continuer à utiliser les autres outils à notre disposition ».



Mme Jacobs montrant un exemplaire de moustiquaire imprégnée, au cours de son discours prononcé à Keur Moussa

Par ailleurs, l'Ambassadeur a encouragé les communautés de Nioro et les autres districts concernés par l'aspersion – à savoir Richard Toll et Vélingara – à participer dans la campagne, à utiliser les moustiquaires imprégnées, et à participer au traitement précoce des cas de paludisme et traitement préventif chez les femmes enceintes. « Nos vies pourraient très bien en dépendre », a-t-elle averti.

Le Colonel Cheikh Samba Ndiaye, directeur de l'hygiène, représentant M. Abdou Fall, Ministre de la Santé et de la Prévention médicale a remercié le gouvernement des Etats-Unis pour ce « partenariat large en vue de vaincre le paludisme ».

A Pikine, l'Ambassadeur a également participé à la distribution gratuite de 200.000 moustiquaires imprégnées aux enfants, dans les districts sanitaires de Guédiawaye, Mbao, Pikine, et Rufisque, lors des journées nationales de micronutriments.

« Le ministre de la Santé a annoncé le mois dernier que le gouvernement des Etats-Unis, par le biais de l'USAID, donnera 16 millions USD pour cette seule année pour la prévention et le contrôle du paludisme au Sénégal », a fait remarquer l'Ambassadeur. Des niveaux identiques de financement continueront à être injectés par le peuple américain jusqu'en 2010. J'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui une aide supplémentaire au Sénégal de 700.000 USD dans le cadre de l'Initiative du président contre le paludisme pour 2007, qui sera utilisée précisément pour donner des moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée aux femmes enceintes et aux enfants de moins de cinq ans.

Aujourd'hui marque le début d'une campagne de trois jours pendant laquelle des moustiquaires de lit traitées seront distribuées dans les communes de Pikine, Guédiawaye, Mbao et Rufisque. Les moustiquaires imprégnées d'insecticide sont des outils efficaces pour faire reculer le paludisme. Mais il faut s'en servir. Nous invitons les parents à prendre les moustiquaires qu'ils ont reçues aujourd'hui, à les pendre au-dessus des lits de leurs enfants et à commencer immédiatement à les protéger contre cette maladie mortelle mais facile à éviter.

La pulvérisation, associée aux moustiquaires de lit, constitue une protection efficace contre les moustiques porteurs du paludisme. Nous espérons que les médias et le grand public travailleront avec nous pour veiller au succès de ces importantes campagnes de santé ».

Remise de livres à l'Institut Islamique et au Complexe culturel de Pikine

L'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Sénégal, Mme Janice L. Jacobs a remis d'importants lots de livres à la bibliothèque de l'Institut Islamique de Dakar (16 mai) et au Complexe culturel Léopold Sédar Senghor de Pikine (23 mai). Ces dons de livres qui entrent dans le cadre des relations de coopération qui existent entre ces deux structures et l'ambassade des Etats-Unis comprennent des ouvrages en langues anglaise, arabe et française, et couvrent plusieurs domaines du savoir : religion, sciences politiques, gestion, littérature, histoire, environnement, et sciences naturelles.

« C'est un plaisir pour moi d'être dans l'une des institutions d'études et d'enseignement islamiques les plus prestigieuses d'Afrique », a dit l'Ambassadeur à l'Institut Islamique. « En cette occasion spéciale, je voudrais remercier le Directeur Général, El Hajj Oumar Guèye, et le personnel de l'Institut Islamique pour leur chaleureux accueil et leur étroite collaboration avec l'Ambassade des Etats-Unis à Dakar depuis tant d'années. Chaque fois que j'entre à l'Institut, je suis saisie par la beauté de l'architecture islamique qui m'entoure et remplie d'admiration pour le dévouement et la résolution dont font preuve le Directeur Général Guèye et ses collaborateurs.

Au cours de mon séjour en tant qu'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, je me suis aperçue que l'Institut Islamique de Dakar était un centre de savoir et d'hospitalité accueillant des étudiants et des érudits du monde entier – Musulmans aussi bien que non Musulmans – qui souhaitent approfondir leur compréhension de l'Islam. A l'Institut, qui témoigne d'une conception visionnaire, sont enseignées les langues arabe, anglaise et française, ainsi que des compétences pratiques destinées à améliorer la qualité de la vie. Dans cet environnement harmonieux, des érudits se réunissent pour échanger le fruit de recherches scientifiques et discuter de questions relatives à la société et à la vie familiale au Sénégal et au-delà. C'est un lieu où les futurs dirigeants sont préparés sur les plans spirituel et scolastique à affronter les défis de leur temps.

L'Ambassade des Etats-Unis est fière de son association avec l'Institut Islamique de Dakar et le peuple américain partage la vision de paix et de tolérance de l'Institut, en accord avec les enseignements de l'Islam et des autres grandes religions du monde. A travers le dialogue, nous avons trouvé de nombreux autres points communs et mon ambassade œuvre beaucoup au renforcement de la compréhension réciproque et à la facilitation des échanges d'érudits entre Américains et Sénégalais ».

« J'ai l'honneur et le plaisir de remettre plusieurs centaines de livres offerts par le peuple américain », a dit l'Ambassadeur au Complexe culturel Léopold Sédar Senghor de Pikine. « Ces livres, écrits par des auteurs américains réputés touchent sur l'histoire et la gestion, en passant par la littérature et la science. J'espère qu'ils seront un apport précieux à votre bibliothèque et je suis certaine qu'il en sera fait bon usage.

Je ne peux m'empêcher de penser combien le grand Léopold Sédar Senghor serait heureux, s'il était parmi nous ici aujourd'hui, de voir ces livres donnés à une bibliothèque qui porte son nom, dans son pays bien-aimé. Dans ses écrits transparaissent son amour des livres et l'importance de l'écrit. Je voudrais souligner toute l'admiration que j'ai, personnellement, pour ce Centre, que je considère comme une oasis pour l'éducation et le développement de la communauté. Je suis particulièrement impressionnée par le nombre de jeunes gens qui utilisent ce centre, et je vois toutes les activités qui se déroulent entre ces murs comme un kaléidoscope représentatif du Sénégal.

Cette terre est un pays de tolérance, où des gens de confessions différentes, d'horizons divers et de compétences variées vivent ensemble pacifiquement. Ici, à Pikine, où le nombre d'habitants est élevé, le Complexe culturel Léopold Sédar Senghor est une source de fierté et d'encouragement pour la communauté de Pikine ; c'est un catalyseur du progrès et de l'espoir en une vie meilleure et le peuple américain est fier de soutenir ces nobles objectifs ».



Mme Jacobs remettant un lot de livres à l'Institut Islamique de Dakar

Les cases de santé rurales prodiguent des soins essentiels aux enfants et aux mères

Patricia Awa Sarr est atteinte du paludisme mais elle a de la chance. En d'autres lieux et d'autres temps, elle serait obligée de marcher pendant des heures avec une forte fièvre ou d'emprunter une charrette asine sur des sentiers sablonneux pour rallier le prochain poste de santé où, avec un peu de chance, elle trouverait un infirmier pour la traiter avant que son état n'empire.

Mais grâce à la case de santé toute proche, dans son village de Sinthio Mbadane, il lui a suffi de faire un petit effort pour pouvoir se faire consulter et traiter par un agent de santé communautaire (ASC). « Après m'avoir consultée, l'ASC m'a donné des médicaments et m'a expliqué comment les prendre ; il m'a dit d'en prendre tout de suite devant lui pour lui montrer que j'ai bien compris ».

Ensuite, l'ASC lui a donné des conseils sur comment prévenir la maladie et lui a recommandé de dormir sous une moustiquaire imprégnée. C'est ainsi qu'elle est allée voir l'éducateur de santé de service pour se procurer une moustiquaire au prix de 1000 FCFA subventionné par l'USAID.

L'USAID et plusieurs de ses partenaires d'exécution dont Christian Children's Fund (CCF) ont mis en place divers programmes d'offre de moustiquaires imprégnées aux plus vulnérables. Ces programmes ont connu un tel succès que les divers partenaires sont maintenant en train de se regrouper pour procéder à des distributions gratuites dans les districts peu desservis, ou à prix subventionnés dans d'autres, selon un système de bons.



Patricia Awa Sarr en train d'être consultée par l'ASC Coutaye Samb, dans la case de santé de Sinthiou Mbadane, après un accès de paludisme

A 28 ans, Patricia, épouse de pasteur et mère de quatre enfants, ne tarit pas d'éloges : « Le projet a aidé ma communauté à disposer de médicaments et de moustiquaires imprégnées à chaque fois qu'elle en a besoin, ce qui préserve notre santé et nous donne les moyens de prévenir le paludisme ; en ce qui me concerne, j'ai recouvré ma santé et continue de suivre les conseils qui m'ont été donnés en utilisant une moustiquaire ».

En portant les soins jusqu'aux villages les plus reculés, le projet améliore l'état de santé des mères et des enfants. C'est pourquoi l'USAID a placé cet objectif au centre de ses activités de santé au Sénégal. Le paludisme est la principale cause de mortalité chez les femmes enceintes et les jeunes enfants mais sa prévention n'est pas le seul service fourni par les cases de santé à travers l'assistance et la formation assurées par l'USAID.

En effet, pour améliorer l'accès aux services de santé de base, l'USAID et CCF ont mis en œuvre un programme de santé communautaire dans trois districts ruraux du département de Mbour. Ils ont ainsi construit 140 cases de santé et travaillé avec les populations locales pour sélectionner des ASC ; au total, 1300 ASC et matrones ont été formés pour assurer aux mères et enfants l'accès à une large gamme de services de santé au sein même de leurs communautés.

Témoignage de Ndèye Niang du village de Ndiarmew : « Avant l'existence de la case de santé, des maladies comme le paludisme, la diarrhée et les infections respiratoires aiguës emportaient souvent des enfants et même des adultes ; les femmes étaient confrontées à de nombreuses difficultés pour se rendre au poste de santé pour des consultations prénatales, l'accouchement, les consultations postnatales et la vaccination des enfants ».

Ces problèmes deviennent de plus en plus rares puisque des services de santé sont maintenant disponibles à proximité. Fatou Diop, 18 ans, est d'avis que la santé des enfants de sa communauté s'est fortement améliorée grâce au projet financé par l'USAID. Lorsque sa fillette de deux ans a attrapé une diarrhée, l'ASC de Keur Balla Lô lui a donné des sels de réhydratation orale, lui a conseillé de l'allaiter plus fréquemment au sein et de lui donner de la bouillie renforcée avec du lait et du beurre d'arachide au moins trois fois par jour. Son témoignage est aussi édifiant : « Deux jours plus tard Khady a recommencé à jouer avec les autres enfants ; elle est maintenant en très bonne santé ».

L'USAID lutte contre le manque d'eau potable en Afrique

Chaque année, en Afrique, des millions de personnes contractent des maladies évitables parce qu'elles n'ont pas accès à une eau potable, une ressource que le monde industriel considère comme acquise. Le 16 mai, à l'occasion d'une séance de dépositions devant la sous-commission de la Chambre des représentants chargée de l'Afrique du Congrès américain, toutes les facettes du problème ont été examinées.

Le président de la sous-commission, M. Donald Payne, a rappelé que les États-Unis avaient « beaucoup de chance d'avoir l'un des approvisionnements en eau potable les plus fiables du monde », contrairement à l'Afrique « qui est l'une des régions les plus pauvres en eau du monde et où on impute au manque d'eau potable la mort de 4.900 enfants quotidiennement ».

Le manque d'eau propre est une crise d'envergure mondiale, a rappelé M. Payne, mais c'est l'Afrique qu'elle affecte le plus gravement, un argument que n'a pas réfuté M. Walter North, responsable adjoint pour l'Afrique à l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Les États-Unis, a précisé M. North, œuvrent de concert avec des partenaires africains en vue d'atteindre la cible fixée selon les Objectifs du Millénaire de l'ONU, qui est de réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre des personnes n'ayant pas accès à une eau potable.

« En Afrique subsaharienne, les maladies diarrhéiques, que l'on peut attribuer directement à des sources d'eau polluées, à un traitement des eaux usées inadéquat et à une mauvaise hygiène, tuent plus d'un enfant par minute », a-t-il souligné.

Il a expliqué que, durant l'année budgétaire 2006-2007, l'USAID avait financé des projets liés à l'eau et à l'hygiène d'une valeur de 91,6 millions USD dans une trentaine de pays. Pour l'année budgétaire 2007-2008, l'USAID envisage de consacrer 8 millions USD supplémentaires à des initiatives visant l'apport d'eau potable en Afrique et qui reposent sur trois thèmes principaux :

- améliorer l'administration et la réglementation des fournisseurs d'eau aux niveaux local, national et régional ;

- modifier les comportements en matière d'hygiène, en insistant sur les avantages qu'il y a à se laver les mains, à filtrer et à purifier l'eau, et à entretenir les installations sanitaires familiales telles que les latrines ;

- mobiliser un financement du secteur privé local afin de mener à bien des projets visant la fourniture d'eau potable, notamment le forage de puits et l'installation de systèmes d'adduction d'eau.

Selon M. North, ce qui fait la force de l'USAID lorsqu'il s'agit de mettre sur pied des projets liés à l'eau, c'est sa capacité à obtenir d'importants financements de la part du secteur privé. Si les capitaux ne manquent pas vraiment en Afrique, la difficulté y est de trouver des projets dignes de financement et aussi les partenaires commerciaux qui veulent aider à les financer.

M. North a souligné le caractère particulièrement approprié du partenariat formé dans le cadre de la PlayPumps Alliance, qui associe une technologie adaptée aux besoins locaux à la responsabilisation de la collectivité, éléments essentiels pour assurer la pérennité de projets portant sur la fourniture d'eau potable, notamment celle des puits communautaires.

Partenariat entre les secteurs public et privé, la PlayPumps Alliance est financée à hauteur de 60 millions USD et porte sur l'installation de 4000 manèges que les enfants actionnent en jouant et, ce faisant, ils tirent l'eau d'un puits. Les revenus de la publicité affichée sur les réservoirs où est entreposée cette eau compensent en partie les coûts liés au forage des puits et à l'installation de pompes.

Outre l'eau potable qui est tirée grâce aux manèges et la distraction que ces derniers offrent aux enfants, l'Alliance a joué un rôle pour améliorer l'hygiène et réduire la propagation du VIH/SIDA en organisant des campagnes efficaces de sensibilisation du public, a fait valoir M. North, ajoutant que la simple technologie qui sous-tend ces manèges a aussi donné naissance à tout un éventail de services - fabrication et acheminement des pièces de rechange et entretien des pompes, entre autres - qui ont donné de l'élan à l'économie locale.

Prestation de serment et prise de service de nouveaux volontaires américains

Des nouveaux volontaires américains, au nombre de 43, après leur stage linguistique, technique et culturel au Sénégal, ont prêté serment, le 12 mai, en présence du Ministre du Plan, du Développement Durable et de la Coopération Internationale M. Lamine Bâ et de l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Sénégal, S.E. Mme Janice L. Jacobs.

« C'est un réel plaisir de célébrer les acquis de ces nouveaux volontaires qui poursuivront une tradition bien établie par les volontaires qui les ont précédés – les volontaires du Corps de la Paix, au Sénégal depuis quarante-quatre ans déjà, les volontaires de la JICA, qui sont présents au Sénégal depuis plus de vingt ans, et les volontaires de KOICA, qui ont récemment commencé leur programme » a dit l'Ambassadeur.

J'aimerais féliciter également les volontaires sénégalais, y compris les volontaires du troisième âge, qui s'engagent à servir leurs concitoyens. Les volontaires du Sénégal représentent une réponse pratique aux exigences de ce pays. Ils développent leurs ressources humaines tout en fournissant d'importants services à leurs communautés. Quand les voisins s'entraident, c'est déjà un très bon exemple de l'esprit des volontaires. Je rends hommage à tous les volontaires qui aident le peuple sénégalais.

Le rôle de volontaire est unique – tout le monde y gagne. Ceux qui proposent leurs services, les volontaires, accumulent toute une gamme des connaissances qui contribuent à accroître leur compréhension du monde. Les bénéficiaires sont également gagnants, car les volontaires leur apportent en général des atouts qui sont soit d'ordre matériel, soit d'ordre pédagogique. Les relations entre les volontaires et les communautés qu'ils aident renforcent les liens d'amitié, les échanges culturels et les relations pacifiques entre les pays.

La nouvelle génération de volontaires est génératrice d'espoir pour tous et nous permet de sourire fièrement en les voyant se préparer à leurs missions pleines de défis à relever. Mes visites aux volontaires du Corps de la Paix dans les régions du Sénégal ont été l'une des choses que j'ai le plus appréciées pendant mon séjour ici. Leur acceptation par les communautés était tout à fait évidente et leurs efforts toujours très appréciés. Je sais que les volontaires sacrifient leur confort pendant le temps de leur mission et j'ai observé qu'ils étaient vraiment bien adaptés aux communautés sénégalaises dans lesquelles ils vivaient. Je suis certaine que les tout nouveaux volontaires feront de même ».

Le Corps de la Paix est une agence du gouvernement américain qui œuvre pour la promotion de la paix à travers le monde, en partageant l'une des plus grandes ressources de l'Amérique, à savoir les volontaires. Ses objectifs sont : aider les populations des pays intéressés à satisfaire leurs besoins en ressources humaines qualifiées ; aider à promouvoir une meilleure compréhension du peuple américain par les populations assistées ; et aider à la promotion d'une meilleure compréhension des autres peuples par le peuple américain.

Le Sénégal compte environ 155 volontaires du Corps de la Paix qui interviennent dans l'Éducation pour la Santé, le Développement des Petites et Micro Entreprises, l'Agriculture, la Gestion des Ressources Naturelles, l'Éducation Environnementale et l'Écotourisme dans toutes les régions du pays, de Saint-Louis à Saraya, de Fongolimbi à Foundiougne, de Kanel à Kolda. Le choix des domaines d'intervention se fait sur la base des besoins exprimés par le gouvernement du Sénégal et les affectations dans les villages et villes se font de concert avec les autorités Sénégalaises.

Depuis l'appel du Président John F. Kennedy en 1961, plus de 182.000 volontaires du Corps de la Paix ont servi dans 138 pays. Environ 1000 nouveaux volontaires sont engagés dans le cadre de la loi sur le VIH/SIDA promulguée par le Président Bush. On note environ 58% de femmes dans les rangs des volontaires et une moyenne d'âge de 28 ans. Ils continuent à apporter leur soutien aux personnes désirant « bâtir une meilleure vie pour elles-mêmes, leurs enfants et leurs communautés », comme le souhaitait le Président Kennedy.



M. Pape Birama Thiam, Directeur de l'Assistance Technique, félicite une des volontaires du Corps de la Paix américaine

L'Ambassade américaine accueille les Alumni sénégalais

Le Bureau des Affaires Publiques de l'Ambassade des Etats-Unis à Dakar a organisé, le 15 mai, une journée portes-ouvertes en l'honneur des anciens boursiers de l'Ambassade et de l'USAID.

Cette journée a permis de présenter le site web State Alumni qui est une communauté universelle pour les anciens boursiers du gouvernement américain à travers le monde. Elle a été également une occasion pour les alumni d'échanger avec les employés du Bureau des Affaires Publiques et de visiter le Centre d'Information et de Documentation de l'Ambassade et des ressources ouvert au public.

Au cours de cette manifestation, l'Ambassadeur des Etats-Unis, Mme Janice L. Jacobs a tenu à rappeler aux alumni qu'ils font partie de la mission américaine et qu'ils sont et seront des partenaires de toujours.

C'est dans cette optique qu'une visioconférence animée par M. Pascal Dupeyrat, Président de l'Association Française des anciens Visiteurs Internationaux (Cercle Jefferson), a été organisée le 18 mai à l'auditorium de l'Ambassade. A l'issue de cette visioconférence, un Bureau provisoire de l'Association Sénégalaise des Anciens Boursiers de l'Ambassade et de l'USAID a été mis en place.

Ce bureau est constitué du Professeur Ousmane Sène (Président), du Professeur Cheikh Amadou Dieng (Vice-président), de Mme Ndèye Marie Fall Guèye (Secrétaire Générale), de M. Ababacar Seck (Trésorier) et de M. Oumar Gaye (Conseiller juridique).

Il est chargé de travailler à la concrétisation de toutes les structures nécessaires à l'existence effective et au bon fonctionnement de l'Association. Dès que ce travail sera terminé, une Assemblée Générale sera convoquée en vue de la mise en place d'un Bureau Permanent.

D'ores et déjà, le Bureau provisoire s'active à la réalisation des objectifs qui lui sont assignés et ne manquera pas de solliciter toutes les personnes ressources qui pourraient l'aider dans ses tâches.

Les alumni peuvent envoyer leurs suggestions, questions, idées et commentaires à l'adresse de l'Association : senegalum@gmail.com

Mme Condoleezza Rice honore une Sénégalaise

La Secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice a décerné à Mme Boussoura Fall, employée à la retraite de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal, l'une des plus hautes distinctions du département d'Etat, la Secretary's Career Achievement Award.

Elle lui a été remise par Son Excellence Janice L. Jacobs, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, au cours d'une sympathique cérémonie tenue, le 24 mai, dans les bureaux de cette dernière, en présence de ses anciens collègues.

Cette distinction vient couronner trente (30) ans de bons et loyaux services au profit de la diplomatie américaine au Sénégal. Elle est accordée aux employés ayant servi le gouvernement américain pendant cette période et dont le mérite est reconnu par ses pairs. Mme Fall a pris sa retraite le 6 août 2005.

Mme Boussoura Fall est entrée en service au sein de la mission diplomatique américaine au Sénégal le 6 juillet 1975. Elle s'est distinguée, auprès de ses collègues américains et sénégalais, par son professionnalisme sans faille, sa disponibilité légendaire, son honnêteté sans rides et sa piété contagieuse. Félicitations Boussoura et bon repos au sein de vos enfants et petits enfants.



Photo de famille autour de Mme Boussoura Fall dans le bureau de l'Ambassadeur Jacobs

Le respect de la diversité religieuse aux Etats-Unis

Les musulmanes qui vivent aux Etats-Unis constatent que les différences religieuses et culturelles y sont largement tolérées et respectées, affirme Tayyibah Taylor, éditrice du magazine « Azizah », une publication trimestrielle destinée aux musulmanes de l'Amérique du Nord.

« Je pense que l'Amérique est le pays où règne la plus grande diversité religieuse », a déclaré Mme Taylor. « Vous apprenez à vous entendre avec des gens qui sont différents de vous. Ces différences ne sont pas vraiment un problème ».

Lors d'une discussion en ligne organisée par le département d'Etat, Mme Taylor a affirmé qu'aux Etats-Unis, les musulmanes étaient bien intégrées sur les lieux de travail, « dans tous les domaines professionnels, dans l'ingénierie, dans la médecine et dans les affaires ». Nombre d'entre elles ont fait l'objet de portraits dans son magazine, a-t-elle ajouté.

« Normalement, la façon dont vous vous habillez ne pose pas de problèmes. Il en va de même si vous vous arrêtez pour prier. De plus en plus d'Américains s'habituent à voir des musulmanes porter le voile ». Certaines musulmanes ne le portent pas, et cela fait partie de la liberté dont elles jouissent.

Contrairement à ce qui se passe dans un pays à majorité musulmane, la pratique de la foi musulmane en Amérique « est un choix de conscience, et de ce fait, votre foi devient plus forte », a-t-elle affirmé.

Elle a ajouté qu'elle était d'avis que les « musulmans vivant aux États-Unis jouissent d'une position privilégiée ». Les États-Unis ont en effet une tradition de liberté d'expression et de pensée critique qui « n'existe pas toujours dans les pays à majorité musulmane. Par ailleurs, il existe un héritage islamique de spiritualité et d'autonomie intellectuelle. Cette combinaison renforce vraiment vos capacités spirituelles ».

Durant la discussion, 47 personnes de 15 pays ont posé des questions sur le magazine et sur la vie des musulmanes aux États-Unis.

Mme Taylor, qui a publié la première édition d'« Azizah » en 2000, a déclaré qu'elle avait souhaité créer un véhicule permettant aux gens « d'entendre la voix des musulmanes, sans censure ». Tous les articles sont rédigés par des musulmanes, a-t-elle précisé.

« Tout cela fait voler en éclats les préjugés relatifs aux musulmanes, tant au sein qu'à l'extérieur de la communauté musulmane. Souvent, lorsque des musulmanes lisent « Azizah » pour la première fois, elles découvrent une image positive de leurs congénères ».

Elle a souligné que les violations des droits de la femme souvent attribuées à l'Islam émanaient en fait de pratiques culturelles. Conséquemment, contribuer à faire la distinction entre la culture et la religion est également selon elle un moyen d'éliminer ces préjugés. « En décrivant des femmes qui vivent une vie épanouie, sans compromettre l'Islam, nous montrons que les musulmanes sont réellement autonomes et jouissent pleinement de leurs droits ».

Le magazine décrit « toutes sortes de musulmanes, et ne se limite pas à un groupe ethnique ou à une école de pensée ». D'ailleurs, a-t-elle expliqué, le nom du magazine a été choisi parce que c'est un prénom très courant dans le monde musulman. « Nous voulions que ce soit une affirmation de la diversité de l'Islam ».

Des Américains demandent parfois aux musulmanes pourquoi elles portent le voile. « Mais c'est généralement une conversation très amicale, suscitée par la curiosité. Cela n'arrive pas souvent, parce que la plupart du temps, les gens ont leurs propres préoccupations. Mais lorsqu'on vous pose une question, c'est l'occasion d'expliquer qui vous êtes et quelles sont vos croyances. Je pense en outre que la possibilité de s'exprimer librement procure un sentiment d'émancipation », conclut-elle.



Mme Tayyibah Taylor, éditrice du magazine « Azizah »

La plupart des musulmans américains ont des vues politiques modérées

Selon un sondage réalisé dans l'ensemble du pays par un organisme de recherche indépendant, le *Pew Research Center*, et publié le 22 mai, les musulmans vivant aux États-Unis tendent à être satisfaits de leurs conditions de vie et modérés dans leurs opinions politiques.

Les musulmans américains sont généralement intégrés à la société, et leurs niveaux de revenu et d'éducation reflètent ceux de l'ensemble de la population américaine. Le sondage a en outre révélé que près de la moitié des musulmans des États-Unis avaient fait des études universitaires, un taux comparable à celui de l'ensemble de la population.

« Ce qui ressort de ce sondage, c'est le grand succès de la population musulmane des États-Unis au niveau de son assimilation socio-économique », a affirmé Amaney Jamal, professeur adjoint de politique à l'université Princeton, dans un rapport sur le sondage, pour lequel il a été conseiller principal.

Le sondage a en outre révélé que les musulmans vivant aux États-Unis constituaient une population diversifiée, composée essentiellement d'immigrés de pays arabes et d'Asie du Sud. « Mais leurs vues, leurs valeurs et leurs attitudes sont foncièrement américaines ». Toutefois, 35 % des musulmans sont nés aux États-Unis, et des musulmans s'installent en Amérique du Nord depuis le XVII^{ème} siècle.

La plupart des musulmans qui vivent aux États-Unis affirment ne pas percevoir de conflit entre la pratique de leur religion et la vie dans une société moderne, et ils sont d'avis que le travail est récompensé en Amérique. Les institutions financières qui servent le marché musulman aux États-Unis consultent souvent des spécialistes de l'Islam afin de concevoir des produits financiers, par exemple des hypothèques, acceptables au regard de la loi islamique (*charia*), qui interdit la facturation et le versement d'intérêts.

Le sondage a également révélé que les musulmans qui vivent aux États-Unis rejettent l'extrémisme islamiste en plus grand nombre que les minorités musulmanes des pays d'Europe de l'Ouest. Si de nombreux Américains musulmans se sentent plus surveillés que d'autres Américains depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, ils n'en ont pas moins une idée essentiellement positive de la société américaine et des communautés dans lesquelles ils vivent. Plus des trois quarts des musulmans nés à l'étranger qualifient la communauté dans laquelle ils vivent d'« excellente » ou de « bonne ».

La plupart des musulmans des États-Unis, hommes et femmes confondus, considèrent que la vie des femmes est meilleure aux États-Unis que dans de nombreux pays musulmans. Aucune loi, aux États-Unis, n'interdisant le port de vêtements religieux, les musulmanes y sont libres de porter le voile si elles le souhaitent.

Le Bureau du recensement des États-Unis ne fournit aucune donnée sur les groupes définis par la religion, parce que la loi interdit aux agences fédérales de poser des questions obligatoires sur l'affiliation religieuse, conformément aux garanties constitutionnelles de liberté de religion.

Cependant, des sondages téléphoniques réalisés au hasard par le service d'identification religieuse du Bureau du recensement, dans lesquels des adultes étaient invités à déclarer leur identification religieuse s'ils le désiraient, a révélé que le nombre de musulmans aux États-Unis avait plus que doublé entre 1990 et 2001. Les estimations sur le nombre de musulmans aux États-Unis vont de 2,35 millions selon le *Pew Research Center* à 8,6 millions selon le *Pluralism Project* de l'université Harvard.

Les experts s'accordent de toute façon à dire que l'Islam est aujourd'hui la religion qui progresse le plus rapidement aux États-Unis.



Une mosquée à Houston (Texas)

Le secteur privé sera représenté au prochain forum de l'AGOA

Selon de hauts responsables américains, les mesures à prendre pour faciliter le commerce, le financement, le développement de l'infrastructure et les normes relatives à la qualité des produits figureront, entre autres, à l'ordre du jour du 6^{ème} forum de l'AGOA (Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique), qui se tiendra à Accra les 18 et 19 juillet prochains.

La représentante des États-Unis pour le Commerce extérieur, Mme Susan Schwab, et le ministre américain de l'Agriculture, M. Mike Johanns, assisteront à ce forum annuel qui rassemble de hauts responsables américains et des représentants des 38 pays pouvant bénéficier des avantages conférés par l'AGOA.

Le 18 mai, à l'occasion d'un exposé à la presse organisé au Centre de la presse étrangère à Washington, auquel prenaient également part des délégués du Bureau du représentant au commerce extérieur (USTR) et de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), la première sous-secrétaire d'État adjointe pour les affaires africaines, Mme Linda Thomas-Greenfield, a indiqué que l'ordre du jour de la conférence avait été élargi et que, pour la première fois, des représentants du secteur privé et de la société civile y participeraient.

En vertu de l'AGOA, quelque 6.000 produits originaires des pays qui sont couverts par cette loi peuvent être exportés aux États-Unis sans droits de douane.

Selon Mme Thomas-Greenfield, la valeur des échanges entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne a atteint le niveau record de 71 milliards USD en 2006. L'année dernière, les importations par les États-Unis de produits couverts par l'AGOA ont atteint 44,2 milliards USD, une augmentation de 16 % par rapport à 2005. Et si cette croissance est surtout attribuable aux importations de pétrole, la part des importations d'autres produits s'élève à 7 %, soit environ 3,2 milliards USD.

La représentante adjointe pour le commerce extérieur chargée de l'Afrique, Mme Florizelle Liser, a fait valoir que la diversification notée dans les produits couverts par l'AGOA qui sont désormais importés (chaussures, automobiles, légumes cuits, fruits en boîtes et fleurs coupées, par exemple) était l'un des éléments notables de cette croissance.

« Nous savons qu'il n'est pas suffisant d'ouvrir l'accès au marché et d'éliminer les droits de douane. Nous nous penchons donc sur la façon de les aider (les pays bénéficiant de l'AGOA) à tirer le meilleur parti des avantages conférés et de mettre en place des mesures très pratiques qui leur permettront d'y parvenir », a expliqué Mme Liser.

L'USAID, a précisé pour sa part M. Walter North, responsable des affaires africaines, tient à renforcer son aide afin d'améliorer les moyens en Afrique.

« Nous œuvrons au renforcement des connaissances et des compétences des entreprises du secteur privé en Afrique subsaharienne pour qu'elles puissent saisir les débouchés offerts par le marché », a-t-il précisé.

Le fait que des représentants du secteur privé et de la société civile participeront cette année au forum de l'AGOA, a dit Mme Liser, permettra de faire fond sur les stratégies visant à renforcer le commerce et les investissements.

Le commerce des textiles, qui était en déclin depuis plusieurs années, connaît aujourd'hui une reprise grâce à l'accroissement des importations de vêtements et de textiles d'Afrique par de gros acheteurs tels que Wal-Mart et Target.

Cette année, le forum de l'AGOA comprendra une session sur les textiles et les vêtements ainsi que des sessions sur l'agro-industrie, les objets de décoration intérieure, les objets dérivés du bois et les stratégies de diversification du secteur manufacturier.



Mme Condoleezza Rice, Secrétaire d'Etat et M. Cheikh Tidiane Gadio, Ministre des Affaires Etrangères, en conférence de presse lors du 4^{ème} forum de l'AGOA tenu au Sénégal en 2005

L'Afrique revêt une importance stratégique croissante pour les Etats-Unis

La diplomate américaine Cindy Courville estime que sa nomination récente en qualité de représentante auprès de l'Union Africaine (UA) traduit la volonté déterminée des États-Unis de promouvoir, dans le cadre de leur partenariat avec l'Afrique, la stabilité politique et la prospérité économique d'un continent extrêmement important sur le plan stratégique. Alors que les Africains commencent à s'écarter de préoccupations liées à la période coloniale pour s'intéresser à la mondialisation, « le moment est historique à la fois pour l'Union africaine et pour les États-Unis », a déclaré Mme Courville lors d'une interview le 10 mai.

Mme Courville a été nommée en décembre 2006 en qualité de représentante des États-Unis au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba. C'est la première fois qu'une personnalité non africaine est accréditée exclusivement auprès de cette organisation multilatérale qui comprend 53 membres. La plupart des autres émissaires non africains sont accrédités auprès du gouvernement éthiopien, et accessoirement, représentent leur pays auprès de l'Union africaine.

« Nous sommes la seule mission non africaine auprès de l'Union africaine », a souligné Mme Courville, ajoutant que les Africains apprécient sa nouvelle affectation, car « ils savent que, comme j'étais l'assistante spéciale du président Bush pour l'Afrique, ma nomination a reçu l'attention de la Maison-Blanche au plus niveau ».

Si les États-Unis s'intéressent à l'Afrique sur le plan économique - près de 15 % de leurs importations de pétrole proviennent de ce continent - ils tiennent aussi à l'aider sur la voie de la stabilité politique et de la prospérité économique. Il s'ensuit, a précisé Mme Courville, que l'aide des États-Unis à l'Afrique a triplé au cours des six dernières années pour atteindre aujourd'hui près de 4 milliards USD.

« Les États-Unis reconnaissent les changements qui se produisent en Afrique et ils forment des partenariats avec les Africains pour trouver des solutions africaines à leurs problèmes en matière de santé, de règlement des conflits et de gouvernance », a expliqué Mme Courville, ajoutant que, ne serait-ce qu'au cours des quatre dernières années, les États-Unis ont appuyé les opérations de maintien de la paix de l'Union africaine au Darfour à hauteur de plus de 400 millions USD.

« Nous savons que l'UA ne manque ni de volonté politique ni de cour pour intervenir dans les régions en crise, mais les ressources nécessaires pour entreprendre de telles missions lui font défaut », a-t-elle dit.

C'est la raison pour laquelle les États-Unis voudraient renforcer la capacité de l'UA en matière de maintien de la paix par le biais d'initiatives telles que le programme de formation et d'assistance ACOTA qui s'est associé à plusieurs appareils militaires africains pour organiser une force de 25.000 hommes conçue pour répondre aux situations d'urgence.

La récente décision prise par le ministère américain de la défense, en collaboration avec le département d'État, d'établir un nouveau commandement militaire géographique pour le continent - le Commandement des États-Unis en Afrique, Africom - entre aussi dans le cadre de cette stratégie.

Mme Courville a indiqué par ailleurs que les États-Unis avaient soutenu le directorat de l'UA à hauteur de plus de 1,7 million USD et versé 250.000 USD à l'appui des initiatives diplomatiques de l'organisation.

La mission américaine, a-t-elle précisé, travaille également avec l'UA pour mettre sur pied une « cellule stratégique » en vue de suivre l'évolution de la crise en Somalie, une initiative à laquelle la secrétaire d'État adjointe pour les affaires africaines, Mme Jendayi Frazer, accorde sa pleine attention.

L'Union Africaine, a-t-elle ajouté, vit aussi une période de transformation alors qu'elle s'efforce d'instituer une réforme et de préciser le rôle qu'il appartient à sa direction de jouer aux plans politique, économique, social et de la sécurité.



Mme Courville, aux côtés de la Secrétaire d'Etat Mme Rice, lors de sa nomination officielle en qualité de représentante auprès de l'UA

Quoi de neuf sur le site de l'ambassade ?

L'Ambassade des Etats-Unis vous souhaite la bienvenue à sa nouvelle page web, version anglaise, logée dorénavant à l'adresse <http://dakar.usembassy.gov>. Vous y trouverez toutes les informations relatives aux activités de la mission diplomatique américaine au Sénégal, aux différentes politiques américaines et aux affaires consulaires. La version française de cette nouvelle page web sera bientôt disponible ; pour l'instant il vous suffit juste de cliquer sur l'onglet « français » pour accéder à la page habituelle.



Panorama

Directeur de la publication : Paul HOUGE

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angelita MENDY

Conception - Réalisation : POLYKROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 823 81 24 • Fax: (221) 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

